

La Crise des Balkans

Franz Mehring

Source : «Le Socialiste», n° 181 et 182 des 18 octobre et 1er novembre 1908.

Les ombres d'une guerre mondiale ont surgi à l'improviste et le devoir de la classe ouvrière internationale de veiller à ce que la paix du monde soit maintenue, devoir qui ne peut être négligé un seul instant, s'impose de la façon la plus urgente. Elle a d'autant moins le droit de l'oublier que l'incapacité de la diplomatie européenne à sauvegarder la paix se montre en cette occasion plus clairement que jamais.

On a beau dire que, soit l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, soit la proclamation de l'indépendance bulgare ne change rien à l'état réel des choses, qu'au contraire il n'est que confirmé, que la violation du traité de Berlin de 1878 est plus apparente que réelle. Il n'en est alors que plus intolérable de voir qu'on se plaît à jouer ainsi avec le feu à un moment où cela ne peut avoir qu'un effet : intervenir pour y faire obstacle dans les tentatives de régénération où se trouve la Turquie. Rien ne peut être véritablement plus flatteur pour l'Europe chrétienne, que le fait de voir la paix du monde dépendre des vues réfléchies et raisonnées des infidèles.

Une autre question est de savoir si les Jeunes Turcs auront le pouvoir d'enlever à leurs adversaires réactionnaires les atouts que leur ont mis en main la vanité sénile de l'empereur d'Autriche et la sorte mégalomanie du « tsar » des Bulgares. Si peu considérables que soient les exigences, elles sont tout de même autre chose que les prétendues offenses attribuées au roi de Prusse, en juillet 1870, par l'ambassadeur français Benedetti à Ems ; et si le parti réactionnaire de Constantinople sait pratiquer l'art de prestidigitation d'un Bismarck, ce qui ne serait pas si difficile, il peut donner beaucoup de fil à retordre au gouvernement turc.

En vain, la presse bourgeoise s'efforce de transformer le roi-tsar des Bulgares en bouc émissaire et de décharger l'Autriche du péché capital, en considération de ses « actes civilisateurs » en Bosnie et en Herzégovine. Cette blague n'a pas pris : car il n'y a aucun doute que Bulgarie et Autriche n'aient joué d'accord le même jeu. Bien plus, d'après le discours d'Éhrenthal à la Délégation autrichienne, la Russie et l'Italie ont été aussi dans la confidence. Il s'agirait ainsi d'une action de la diplomatie européenne préparée de longue date et la convocation projetée d'un Congrès européen n'aurait pour but que d'assurer des « compensations » aux puissances intéressées à la question d'Orient, autrement dit de reposer cette question tout entière et de préparer d'autant plus sûrement la guerre mondiale. Ce qui corrobore cette idée, c'est l'ardeur déployée par le gouvernement russe en faveur du Congrès et la répugnance croissante que manifeste pour lui l'Angleterre. On peut voir combien la situation est prise au sérieux à Londres par un discours du ministre du Commerce, Winston Churchill, le membre du cabinet anglais qui a montré jusqu'ici le plus d'ardeur pour une limitation des armements ; mais il pense aujourd'hui que la crise actuelle enseigne à quel point il est indispensable de protéger les îles britanniques par une flotte assez puissante pour rendre à l'avance toute attaque inefficace.

Cela mène naturellement à cette question, la plus importante en définitive pour nous autres Allemands : quel rôle la diplomatie allemande a-t-elle assumé en face de l'orage menaçant ? À l'étranger, on croit assez généralement qu'elle est derrière l'Autriche pour l'exciter et la pousser, et la chose manque d'autant moins de vraisemblance que le monde est accoutumé à voir l'Allemagne officielle au gouvernail, lorsqu'il s'agit de mettre quelque part des bâtons dans les roues à un

mouvement de réforme. Cependant, nous croyons que c'est à juste titre que le prince de Bulow se fait disculper par ses officieux des intentions hypocrites à lui attribuées par la presse étrangère. Il fait annoncer qu'il n'a jamais eu vent des intentions de l'Autriche, mais qu'il la soutiendra en fidèle allié. Cela ressemble bien à sa politique ; en remerciement des services que la diplomatie autrichienne lui a rendus, comme « second », dans l'obscur affaire du Maroc, il entend aujourd'hui se faire le « second » de l'Autriche, dans les projets de celle-ci en Orient. Il s'inquiète peu d'entrer par là dans une voie qui ne rapportera guère de lauriers à la diplomatie allemande. Même sans cela, il n'a plus de sympathies à perdre dans le monde civilisé.

Ses intérêts et les intérêts de la nation allemande sont d'ailleurs à des lieues de distance. La nation n'avait déjà pas le plus petit intérêt à l'aventure marocaine et elle ferait une très mauvaise affaire si, en reconnaissance de ce que la diplomatie autrichienne, à Algésiras, avait prêté une dernière feuille de vigne au piteux isolement de la politique Bulowienne, il lui fallait aujourd'hui aider l'Autriche à payer la note en Orient. Le fameux mot de Bismarck sur les os du grenadier poméranien, que ne valait pas la question d'Orient, est une de ces fusées d'intelligence que le philistin trouve chez lui si illuminatrices précisément parce qu'elles sont si banales et par là même bien éloignées d'épuiser la question qu'elles ont la prétention de résoudre en un tour de main. À l'occasion, le développement de la question d'Orient pourrait fort bien toucher des intérêts vitaux de la nation allemande, par exemple si le tsarisme voulait s'établir à Constantinople. Mais, dans le cas présent, absolument aucun intérêt national n'exigeait de soutenir l'Autriche.

« Reconnaissance » pour Algésiras tant qu'on voudra, mais nulle part on n'en sourira autant qu'à la Hofburg, où l'on sait pertinemment que la reconnaissance n'a rien à voir en politique. Inutile de remonter aux temps lointains auxquels doit naissance le mot sur la reconnaissance de la maison d'Autriche ; mais alors qu'en 1810 le tsar Nicolas sauva de la ruine la monarchie des Habsbourg, en abattant le soulèvement victorieux de la Hongrie, le prince Schwarzenberg, premier ministre à Vienne, déclara que l'Autriche étonnerait le monde par son ingratitude, et la diplomatie autrichienne confirmait, quelques années après, cette prédiction dans la guerre de Crimée. Il se peut que cela soit très répréhensible au point de vue de l'impératif catégorique de Kant ; mais c'est la gloire et la fierté de la diplomatie d'être au-dessous de la morale courante et rien, par conséquent, ne paraît plus insipide que des phrases sentimentales que nous débitent les officieux de Bulow sur les soi-disant devoirs de l'Allemagne envers ses alliés autrichiens.

Quoi qu'il en soit, l'attitude que la diplomatie allemande voudra prendre est en définitive son affaire ; la nôtre est de constater que les grandes masses du peuple allemand ne pensent pas plus en ce cas que généralement d'ailleurs à tenir l'escabeau à la politique extérieure du chancelier de l'Empire. Les choses sont cette fois beaucoup plus simples qu'elles ne le sont d'ordinaire dans les complications d'Orient ; toutes les questions complexes qui ont coutume de surgir lorsque les États balkaniques s'émancipent de la suzeraineté turque ne sont pas en jeu. L'atteinte portée à la Turquie par la Bulgarie et l'Autriche, juste au moment où elle se trouve dans un mouvement de réforme riche en perspectives, est une aventure qui apparaît plus inadmissible par les considérations qui, cependant, la font apparaître innocente. Si réellement elle ne change pas la situation de fait et n'a qu'un but vain, mais un effet fatal, il faut la juger au point de vue politique avec autant et plus de sévérité que du point de vue moral, et bien loin d'avoir un devoir quelconque, la nation allemande n'a pas même un intérêt à la soutenir.

Constater nettement ce fait est d'autant moins superflu que le danger d'une guerre mondiale ne menace peut-être pas encore du jour au lendemain. À Constantinople, on s'y oppose avec raison de toutes ses forces, mais dans les capitales européennes on a d'autres motifs valables de ne pas déchaîner le destin avec cette netteté. C'est à ces motifs – et non à l'habileté des hommes d'État de la diplomatie européenne – que l'Europe doit de n'avoir pas, depuis un âge d'homme, été ravagée par une guerre. Aujourd'hui, il ne peut y avoir une guerre mondiale où toutes les couronnes, fût-ce les mieux attachées et les plus indubitablement de droit divin, ne courent chaque jour le risque de se briser comme verre et l'instinct de la conservation est un sûr garant de l'impossibilité actuelle des jeux

diplomatiques qui étaient encore possibles il y a quarante ans entre le Bonaparte de Berlin et le Bismarck de Paris.

Mais les choses elles-mêmes ont leur logique et la surenchère internationale d'armements ne peut pas continuer comme elle l'a fait jusqu'ici sans aboutir une fois ou l'autre à une terrible catastrophe. Toutes les nations ont le devoir le plus pressant d'être prêts à cette éventualité ; c'est pourquoi il faut profiter sans égards ni réserves des faits comme la crise balkanique actuelle, pour mettre en un discrédit croissant les milices diplomatiques et éveiller dans les masses la conscience qu'elles, et elles seules, ont la mission et la capacité de décider des intérêts nationaux. Il ne faut pas attendre pour cela que la guerre frappe effectivement à la porte, car alors il serait trop tard. Et précisément la présente crise des Balkans est particulièrement propre, dans son néant frivole, à éclairer les cerveaux non encore obnubilés par les fumées qui s'élèvent des chaudrons des sorcières diplomatiques.

Si en effet la diplomatie allemande devait, comme l'annonce la presse officieuse, prêter son appui aux atteintes portées par l'Autriche à la paix du monde, la classe ouvrière aurait un devoir d'autant plus grave d'élever une protestation énergique contre ce péril. Le prince de Bulow ne voit pas d'un bon œil que la politique extérieure se fasse dans les « landes » – et nous comprenons absolument cette répugnance – mais il serait un aussi mauvais qu'il veut être un bon serviteur de son roi s'il ne pesait dans son cabinet tranquille ce qu'ont à dire les « landes » dans les questions où il s'agit des os.

Des bons mots de diplomates suffisants, hérités de l'époque rococo, ne peuvent plus aujourd'hui, même dans le nouvel empire allemand, faire une politique extérieure.